

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.870/4
DU 22 FÉVRIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, le 24 janvier 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions en matière de circulation routière des véhicules exceptionnels et modifiant les arrêtés royaux des 24 mars 1997, 19 juillet 2000, 22 décembre 2003 et 1^{er} septembre 2006 relatifs à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 18 janvier 2012.

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

2. L'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Secrétaire d'État au (lire : « du Ministre du ») Budget, sont visés au préambule du projet. Ils ne figurent toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Il en va de même de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, conformément à l'article 19/1, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

L'auteur du projet vérifiera que ces trois formalités préalables ont bien été accomplies, le cas échéant, l'alinéa 14 du préambule sera remplacé par l'alinéa suivant :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise » ¹.

¹ Voir, dans le même sens, l'avis 50.869/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels', l'observation sur l'alinéa 4 du préambule.

3. En ce qu'il trouve, pour partie, son fondement légal dans l'article 4bis de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité', le projet examiné doit être soumis, conformément à l'article 1^{er}, § 3, de la même loi, à l'avis de la commission administration-industrie, créée par l'arrêté royal du 24 décembre 1985 'relatif à la commission consultative administration-industrie' et il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité dans un alinéa distinct du préambule.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er} du préambule, les mots « ET modifié par la loi du 20 avril 2001 » sont incorrects et doivent être omis ².

Alinéa 2

À l'alinéa 2 du préambule, il convient de mentionner que l'article 65 de la loi 'relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968', a été remplacé (et non modifié) par la loi du 29 février 1984, et modifié par les lois des 18 juillet 1990 et 26 mars 2007.

² Un avant-projet de loi 'relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006', qui a fait l'objet de l'avis 50.422/4 donné le 26 octobre 2011, vise à abroger l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 'relatif au transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars'.

Il en va de même de la loi du 3 mai 1999 'relative au transport de choses par route', qu'un avant-projet de loi 'relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route' ayant fait l'objet de l'avis 50.421/4, donné le même jour, vise également à abroger.

Alinéa 10

L'alinéa 10 du préambule, consacré au visa de l'arrêté royal du 2 juin 2010 'relatif à la circulation routière de véhicules exceptionnels', doit être omis ; cet arrêté n'étant pas modifié par le projet examiné et ne pouvant lui procurer de fondement juridique.

Dispositif

Article 10

Dans le membre de phrase liminaire de l'article 10 du projet, il convient de remplacer les mots « modifié par les arrêtés des 19 juillet 2000 et 27 mars 2006 » par les mots « remplacé par l'arrêté royal du 27 mars 2006 ».

Il n'y a, en effet, pas lieu d'y mentionner une modification qui a cessé d'être en vigueur.

Articles 11, 12, 14 et 15

1. Dans le membre de phrase liminaire de l'article 11 du projet, il convient de mentionner que l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 'relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route', a été remplacé (et non modifié) par l'arrêté royal du 27 mars 2006.

2. La même observation vaut pour l'article 12 du projet.

3. Une observation similaire vaut pour l'article 14, alinéas 1^{er} et 2, du projet ; l'annexe 2 du même arrêté du 19 juillet 2000 ³ ayant été remplacée par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006.

4. Une observation similaire vaut pour l'article 15 du projet ; l'annexe 3 du même arrêté du 19 juillet 2000 ayant été insérée par l'arrêté royal du 27 mars 2006.

³ Sur l'usage des mots « même arrêté », voir *Principes de technique législative - Guide de réaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 112 et formule F 4-2-2-2.

Article 16

L'auteur du projet veillera à l'entrée en vigueur concomitante du présent projet et de celui sur lequel l'avis 50.869/4 a été donné ce jour.

Annexe 1

1. À l'article 2, E), e20, compte tenu de l'observation formulée sous l'article 25 de l'avis 50.869/4 donné ce jour, la disposition doit être revue.

2. Dans la même disposition, dans la deuxième colonne, il y a lieu de remplacer les mots « alinéa 1^{er} » par les mots « § 1^{er} ».

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.870/4
VAN 22 FEBRUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 24 januari 2012 door de Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen inzake het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot wijziging van de koninklijke besluiten van 24 maart 1997, 19 juli 2000, 22 december 2003 en 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van sommige overtredingen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die net als de adviesaanvraag 18 januari 2012 zijn gedateerd.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste volledig vervuld is.

2. In de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor (lees: “de Minister van”) Begroting. Ze komen evenwel niet voor in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is.

Hetzelfde geldt voor het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren overeenkomstig artikel 19/1, § 1, 2°, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of die drie voorafgaande vormvereisten wel vervuld zijn en in voorkomend geval behoort het veertiende lid van de aanhef vervangen te worden door het volgende lid:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”¹.

3. Voor zover het voorliggende ontwerp ten dele zijn rechtsgrond vindt in artikel 4bis van de wet van 21 juni 1985 ‘betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen’, dient het overeenkomstig artikel 1, § 3, van die wet ter fine van advies te worden voorgelegd aan de commissie administratie-nijverheid, opgericht bij het koninklijk besluit van 24 december 1985 ‘betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid’ en behoort in een afzonderlijk lid van de aanhef te worden vermeld dat dit vormvereiste vervuld is.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

In het eerste lid van de aanhef dienen de woorden “en gewijzigd bij de wet van 20 april 2001” als onjuist te vervallen².

¹ Zie, in dezelfde zin, advies 50.869/4, dat vandaag is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen’, de opmerking betreffende het vierde lid van de aanhef.

² Het voorontwerp van wet ‘betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006’, waarover op 26 oktober 2011 advies 50.422/4 is gegeven, strekt tot opheffing van de besluitwet van 30 december 1946 ‘betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars’. Hetzelfde kan gezegd worden over de wet van 3 mei 1999 ‘betreffende het vervoer van zaken over de weg’, waarvan de opheffing eveneens beoogd wordt in het voorontwerp van wet ‘betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef dient te worden vermeld dat artikel 65 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968’, vervangen (en niet gewijzigd) is bij de wet van 29 februari 1984 en gewijzigd is bij de wetten van 18 juli 1990 en 26 maart 2007.

Tiende lid

Het tiende lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 2 juni 2010 ‘betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen’, dient te vervallen; dat besluit wordt bij het voorliggende ontwerp immers niet gewijzigd en kan daarvoor evenmin een rechtsgrond opleveren.

Dispositief

Artikel 10

In de inleidende zin van artikel 10 van het ontwerp dienen de woorden “gewijzigd bij de besluiten van 19 juli 2000 en 27 maart 2006” te worden vervangen door de woorden “gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2006”.

Een wijziging die niet meer geldt, behoeft immers niet te worden vermeld.

Artikelen 11, 12, 14 en 15

1. In de inleidende zin van artikel 11 van het ontwerp dient te worden vermeld dat artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 ‘betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg’ vervangen (en niet gewijzigd) is bij het koninklijk besluit van 27 maart 2006.

2. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 12 van het ontwerp.

3. Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 14, eerste en tweede lid, van het ontwerp; bijlage 2 bij hetzelfde besluit van 19 juli 2000³ is immers vervangen bij het koninklijk besluit van 1 september 2006.

4. Een soortgelijke opmerking behoort ook te worden gemaakt over artikel 15 van het ontwerp; bijlage 3 bij hetzelfde besluit van 19 juli 2000 is immers ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2006.

Artikel 16

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat dit ontwerp en dat waarover vandaag advies 50.869/4 is gegeven tegelijk in werking treden.

Bijlage 1

1. De bepaling van artikel 2, E), e20, behoort te worden herzien, gelet op de opmerking aangaande artikel 25 die gemaakt is in advies 50.869/4, dat heden is gegeven.

2. In dezelfde bepaling dienen in de tweede kolom de woorden “eerste lid” vervangen te worden door de woorden “§ 1”.

³ In verband met het gebruik van de woorden “hetzelfde besluit” wordt verwezen naar *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY